

PANORAMA Octobre 2014

Auteur Denis LANGLET

1. La France en guerre.

- Mardi 23 Septembre, lors de l'assemblée générale des nations unies à New York, F.HOLLANDE a déclaré : « *qu'à compter de ce jour, la France est officiellement en guerre !* » rajoutant « *nous ne céderons à aucun chantage, à aucune pression, à aucun ultimatum fut 'il le plus odieux, le plus abjecte* ». **Dejà le 18 septembre**, HOLLANDE a déclaré : « mon premier devoir est d'assurer la sécurité de la France » annonçant un soutien aérien c'est-à-dire l'intervention militaire de l'aviation.
- Jeudi 1 octobre, le ministère de la Défense a annoncé que 9 avions de combat Rafale seront désormais affectés aux frappes aériennes engagées en Irak. Après deux semaines d'opérations, l'aviation française a frappé deux fois, la US Air Force intervenant 200 fois en Irak et 20 fois en Syrie sur la même période. Selon un expert de l'Élysée « *Ce n'est pas facile de trouver des cibles* ».

2. « J'aime l'entreprise »

- Mercredi 27 août Manuel VALLS premier ministre du 3^{ème} gouvernement HOLLANDE, dans son discours prononcé à l'université d'été du MEDEF, a annoncé que le retour à la croissance, passera d'abord par le soutien des entreprises. La France a besoin des entreprises, de toutes les entreprises. Il conclut ce discours « *il n'y a pas d'emplois sans employeurs, c'est pourquoi il est absurde de parler de cadeaux faits aux patrons. Une mesure favorable aux entreprises est une mesure favorable au pays tout entier ! La France a besoin de vous, quand les entreprises gagnent des marchés, c'est la France qui gagne !* » et s'est exclamé, sous les applaudissements des patrons présents, « *moi j'aime l'entreprise !* » Dans le corps de son discours VALLS a rappelé ses engagements sur la baisse des charges et les crédits d'impôts et souhaité un accord « *profitable à tous, sur la simplification du code du travail, et celles des normes en cours* ». Par ailleurs, il a affirmé « *nous allons accroître la concurrence, assouplir certaines règles, je pense au travail du dimanche ou à l'urbanisme commercial. C'est un fait, le droit actuel maintient les prix artificiellement élevés, freine les initiatives, alors que des milliards d'euros de pouvoir d'achat pourraient être redonnés aux français* », s'adressant ainsi aux professions réglementées (notaires, avocats, huissiers, pharmaciens...).
- Lundi 15 septembre, le MEDEF publie son projet « **un million d'emplois** », dans ce document il préconise : la dérogation au niveau du smic, la disparition légale du travail, la suppression des jours fériés, la transformation du crédit impôt compétitivité emplois (CICE) en baisse de charges en 2017, la suppression des taxes supportées par les employeurs.
- Jeudi 18 septembre, lors d'une conférence de presse, F.HOLLANDE a **rappelé que la priorité de l'action de ce gouvernement était la restauration de la compétitivité des entreprises affirmant même que ce choix est « irrévocable ! »**.

3. Les bénéficiaires record des grands groupes

- 30,67 milliards d'euros, tel est le montant des dividendes versées au 2^{ème} trimestre 2014 par les entreprises françaises selon le cabinet HENDERSON GLOBAL INVESTORS. Ce montant est en hausse de plus de 30 % par rapport à celui de la même période en 2013.
- Ce même 18 septembre, l'Autorité de la concurrence a rendu son avis devant la commission des finances devant l'assemblée nationale : le secteur des autoroutes dont 9048 kms sur 11 882 kms sont privatisées et exploitées par 19 sociétés concessionnaires d'autoroutes (SCA). Ces sociétés atteignent en 2013 le niveau exceptionnel de 20 à 24 % de leur chiffre d'affaire. Selon l'autorité de la concurrence, en d'autres termes, pour cent

euros de péage payés par l'utilisateur entre 20 et 24 euros sont du bénéfice net pour ces concessionnaires de la concurrence. Ces sommes record devraient satisfaire le MEDEF et Mr HOLLANDE, il faut croire que non !

- Depuis le début de l'année 2014 selon le cabinet THOMSON REUTERS, **les fusions- acquisitions** des groupes industriels et financiers, ont atteint un niveau record de 545 milliards dans le monde. Celles-ci sont essentiellement le résultat d'offres publiques d'achat (OPA) hostiles dans lesquelles, les groupes européens constituent les proies et les groupes américains les prédateurs. Il peut y avoir des exceptions ainsi, l'opérateur télécom orange a lancé une OPA sur l'opérateur espagnol jazztel pour 3,4 milliards d'euros. Mr MITTAL fossoyeur des hauts fourneaux de FLORANGE en Lorraine, a comme les financiers de Wall Street et Londres avec lesquels il a fait alliance, l'obsession du profit.

- Le seul horizon qui compte est celui du trimestre. Le plus souvent la gestion se fait au mois voir à la semaine. Les modalités de gestion de MITTAL l'amène à user ses usines jusqu'à la corde et ainsi à rayer de la carte, 10 d'entre elles

4. Salon de l'auto

- A l'ouverture du salon de Paris, le PDG de l'alliance Nissan-Renault (300 000 salariés et 100 milliard d'€ de Chiffre d'affaires) a donné une interview au supplément Economie du *Parisien* du 6 octobre. A la dernière question « *Quel a été votre moment le plus fort à la tête de Renault ?* » Carlos Ghosn répond « *Il y en a bien sûr beaucoup. Mais l'accord de compétitivité signé en 2003 avec les partenaires syndicaux qui représentent plus de 60 % du personnel reste un moment très particulier. Cet accord est une très bonne nouvelle pour Renault mais aussi pour la France.* »

- Le pôle Moveo rassemble 343 entreprises (grandes, PME ou laboratoires) des régions Ile de France, haute et basse Normandie. Depuis 2006, 148 projets dits de R&D ont reçus 310 millions d'aides publiques.

- Le pôle véhicule du futur rassemble 290 entreprises d'Alsace et Franche-Comté avec depuis 2005, 114 projets et 200 millions d'aides publiques (soit la moitié des dépenses de R&D).

- 200 au sein de iD4 (Bretagne et Pays de Loire) avec 80 projets et depuis 2006, 350 millions d'euros de soutien public.

- 180 au sein de LUTB (Rhône-Alpes) avec 88 projets et depuis 2005, 128 millions d'aides sur 343 investis.

5. Sécurité sociale

- Selon un sondage réalisé par l'institut LH2, 40 % des français considèrent « être tous un peu responsable du déficit de la Sécurité sociale » contre 45 % en 2012 et 47 % en 2013.

- **Branche famille** : Le budget 2015, voté le 11 septembre dernier est l'occasion de confirmer la décision du gouvernement de réaliser des coupes financières. Une série de mesures concernant l'emploi d'une garde d'enfant, le congé parental, le versement de la prestation d'accueil du jeune enfant, le décalage de la majoration familiale...ont pour conséquences ***une économie de 700 millions soit, en trois ans, 2,25 milliards d'économies sur les prestations familiales.***

6. Droit du Travail

- La décision du conseil des prud'hommes de Compiègne émise en août 2013 et invalidant le motif économique de la décision de licenciement des 683 ouvriers de Continental a été confirmé hier par la cour d'appel d'Amiens (Oise). L'usine Continental de Clairoux dans l'Oise rassemblait 1 120 salariés au moment de sa fermeture il y a cinq ans. Le licenciement économique, selon la décision confirmée, ne se justifiait pas « *au regard des*

résultats du groupe », l'obligation de reclassement « *n'avait pas été suffisante* », de plus la maison mère, Continental AG a été condamné solidairement

- Sous le titre « « La personne au travail, une affaire de code ? », l'association *Entreprise & Progrès* prépare un colloque fin novembre en vue de propositions. « *Entreprise & Progrès, une association « de 120 dirigeants décidés à concilier l'idée d'entreprise et l'idée de progrès social, fondée en 1970 par Antoine Riboud (Danone) et François Dalle (L'Oréal), a choisi de transformer la réflexion sur le code du travail en une réflexion sur la personne au travail. Dans plusieurs ateliers et colloques de travail auxquels ont, entre autres, participé Henri de Castries, Président d'AXA, Véronique Descacq, Secrétaire Générale Adjointe de la CFDT et Samuel Rouvillois, Religieux et Philosophe du Travail, l'association a tenté de dégager ce qui pourrait faire consensus pour développer au travail des relations de personnes plutôt que des relations de droit.*»

7. Logement

- Le groupe Foncia, gestionnaire de d'appartements (318 000 locataires concernés), a été condamné pour pratique illégale, à savoir la facturation aux locataires des frais occasionnés par l'émission des avis d'échéance. UFC-Que choisir, à l'origine de cette plainte, entend poursuivre son action grâce à la loi en vigueur à partir du 1^{er} octobre 2014, rendant possible les « *actions de groupe* ».

8. Budget 2015

- Le projet de loi des finances 2015 pourrait être retoqué par la *commission européenne* d'ici le 31 octobre 2014 ***pour manque de mesures garantissant la réduction des déficits au sens de la commission européenne.***

9. Un régime de plus en plus isolé, un président rejeté, des partis politiques en cours d'éclatement

- le 16 Septembre MR VALLS a obtenu la confiance de l'assemblée nationale « *à une courte majorité de 12 voix* » 31 députés socialistes s'étant abstenus tout comme 17 députés écologistes membres de la majorité présidentielle. Un résultat décevant, selon certains observateurs, au regard des efforts, promesses et déclarations que MR VALLS a multiplié en direction de sa majorité.

10. Mondialisation, baisse des coûts et gigantisme

- Apparu pour la première fois en 1956, aux Etats Unis, le transport maritime, par containers représente au 1/01/2014, à l'échelle mondiale une flotte de 4976 navires ou porte containers capables de transporter simultanément 17,3 millions de boites EVP.
- Ce gigantisme, caractéristique de la mondialisation dans sa recherche effrénée de la réduction des coûts et des délais, touche aussi l'agriculture. Ainsi en France, le 17 juin 2014, a été ouverte dans la Somme, la première ferme de 1000 vaches laitières, Cette création a été initiée par la commission européenne.

11. Le groupe de Bilderberg est un groupe d'influence né en 1954 à l'hôtel Bilderberg de Oosterbeek (Pays Bas) dont les fondateurs sont : David ROCKEFELER et le Prince Bernard des Pays Bas. Ce groupe de pression est constitué de personnalités et responsables du milieu des finances, des média, de l'armée, de la politique et de cercles universitaires. Ce groupement occulte est dit on le chef d'orchestre de la mondialisation.